

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

n° CCAP/25/04 du 16.01.2025

MARCHÉ PUBLIC D'ÉTUDES












**Mission d'assistance à la définition
d'une stratégie relative à l'évolution des locaux
de la CCI Alsace Eurométropole
sur les sites de Colmar et Mulhouse**

Consultation n°2025/CONSU/04 du 16 janvier 2025

CCI ALSACE EUROMETROPOLE

14 rue de la Haye – Schiltigheim
CS 10066 - 67012 STRASBOURG CEDEX

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Mission d'assistance à la définition d'une stratégie relative à l'évolution des locaux de la CCI Alsace Eurométropole sur les sites de Colmar et Mulhouse
	Type de contrat	Marché public
	Nombre de lots	2
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clause sociale	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée du marché	4 mois
	Délai d'exécution	8 semaines
	Reconduction	Sans
	Prix	Prix global forfaitaire
	Variation des prix	Sans
	Avance	Sans

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	5
1.1 - Objet du contrat	5
1.2 - Décomposition du contrat	5
2 - Pièces contractuelles.....	5
3 - Confidentialité.....	5
4 - Protection des données à caractère personnel	6
4.1 - Description du traitement de données à caractère personnel	6
4.2 - Obligations du titulaire	6
4.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire.....	6
4.2.2 - Droit d'information des personnes concernées.....	7
4.2.3 - Exercice des droits des personnes.....	7
4.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel.....	7
4.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations	7
4.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel	7
4.2.7 - Durée et modalités de conservation des données.....	8
4.2.8 - Sort des données	8
4.2.9 - Délégué à la protection des données	8
4.2.10 - Registre des catégories d'activités de traitement	8
4.2.11 - Documentation	8
4.3 - Obligations de l'acheteur.....	8
5 - Missions.....	9
6 - Durée et délais d'exécution	9
6.1 - Durée du marché	9
6.2 - Délai d'exécution.....	9
7 - Prix	9
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	9
7.2 - Modalités de variation des prix.....	10
8 - Garanties Financières	10
9 - Avance	10
10 - Modalités de règlement des comptes	10
10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	10
10.2 - Présentation des demandes de paiement.....	10
10.3 - Délai global de paiement.....	11
10.4 - Paiement des cotraitants.....	11
10.5 - Paiement des sous-traitants.....	11
11 - Conditions d'exécution des prestations	11
11.1 - Notification par le biais du profil d'acheteur.....	11
11.2 - Interlocuteur unique de la CCI Alsace Eurométropole	11
11.3 - Processus de remplacement d'une personne nommément désignée	12
11.4 - Engagement du prestataire	12
11.5 - Présentation des livrables	12
11.6 - Modifications techniques.....	12
11.7 - Arrêt de l'exécution des prestations	12
12 - Développement durable	13
13 - Constatation de l'exécution des prestations	13
13.1 - Vérifications	13
13.2 - Décision après vérification	13
14 - Modification du contrat	14
14.1 - Changement de dénomination sociale du titulaire	14

14.2 - Changement de cocontractant en cours d'exécution du marché	14
14.3 - Changement en cours d'exécution du marché	14
14.4 - Cas fortuits et force majeure	14
15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	14
16 - Pénalités.....	15
16.1 - Pénalités de retard	15
16.2 - Pénalité pour travail dissimulé	15
16.3 - Autres pénalités spécifiques	15
17 - Assurances.....	15
18 - Clause de réexamen	15
19 - Résiliation du contrat	16
19.1 - Conditions de résiliation	16
19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	17
20 - Règlement des litiges et langues	17
21 - Dérogations	17

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
Mission d'assistance à la définition d'une stratégie relative à l'évolution des locaux de la CCI Alsace Eurométropole sur les sites de Colmar et Mulhouse.

Lieux d'exécution : Bas-Rhin et Haut-Rhin

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 2 lots :

Lot(s)	Désignation
01	Mission d'assistance à la définition d'une stratégie relative à l'évolution des locaux de la CCI Alsace Eurométropole sur le site de Colmar
02	Mission d'assistance à la définition d'une stratégie relative à l'évolution des locaux de la CCI Alsace Eurométropole sur le site de Mulhouse

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- ✚ L'Acte d'Engagement et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant,
- ✚ Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- ✚ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et son annexe (Fiche de présentation de l'Hôtel Consulaire),
- ✚ Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles « PI », approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- ✚ Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché,
- ✚ Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché.

Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

3 - Confidentialité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Compte tenu de l'objet du marché, le titulaire est astreint à une obligation de confidentialité renforcée. Sont notamment susceptibles de constituer des informations confidentielles toute information, donnée, méthode ou procédé, savoir-faire, qu'ils soient ou non protégés ou protégeables par un droit de propriété intellectuelle, ainsi que tous renseignements relatifs à des aspects organisationnels, des processus décisionnels et leurs mécanismes de validation, des données financières, quel qu'en soit le support et quel que soit leur stade d'approbation, des systèmes de commercialisation ou d'achat, à la gestion du personnel, à la stratégie, aux conventions et engagements de l'acheteur avec des tiers, aux clients et concurrents, aux aspects juridiques ou contentieux, qui seraient rendus accessibles au titulaire, soit au cours d'entretiens, de réunions ou d'audits, soit par la remise de documents, courriers ou copies, quel qu'en soit le support. Cette obligation de confidentialité est applicable au titulaire qu'elle concerne l'acheteur en sa qualité

d'établissement public, une de ses filiales ou toute autre structure dans laquelle l'acheteur dispose d'un pouvoir décisionnel. Elle est également étendue aux informations pouvant émaner de la CCI Grand Est dans le cadre des activités-support dispensées au bénéfice de l'acheteur.

L'obligation de confidentialité s'applique indifféremment aux données et/ou informations identifiées comme telles ainsi qu'à toutes celles qui n'auraient pas été signifiées au titulaire comme confidentielles mais dont pareille qualification procède nécessairement de la nature de la donnée ou de l'information considérée.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-PI, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

4.1 - Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

La durée du traitement des données est égale à la durée du marché.

4.2 - Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

4.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

4.2.2 - Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données

4.2.3 - Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à :

dpo@grandest.cci.fr

4.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant :
par mail.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

4.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

4.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;

- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

4.2.7 - Durée et modalités de conservation des données

La durée et les modalités de conservation des données sont les suivantes : 5 ans à compter de la date de fin de l'exécution du marché (paiement du solde) pour les pièces relatives à la procédure d'exécution considérées comme des pièces constitutives de marché, entrant dans le cadre des pièces justificatives comptables. Le profil d'acheteur « Plateforme des Achats de l'Etat "PLACE" » est un outil permettant l'archivage vers une plateforme d'archivage électronique.

4.2.8 - Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

4.2.9 - Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

4.2.10 - Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

4.2.11 - Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

4.3 - Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

5 - Missions

Le détail des missions est le suivant :
Pour tous les lots :

N°	Missions
1	Etat des lieux de la situation existante et des contraintes réglementaires, financières qui en découlent.
2	Définition des besoins en termes d'espaces de travail
3	Identification et comparaison des opportunités pouvant exister et proposition d'une stratégie opérationnelle

6 - Durée et délais d'exécution

6.1 - Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée totale de 4 mois, à compter de la date de notification du marché. Cette durée inclut la préparation, l'exécution des prestations, ainsi que la vérification et l'admission des livrables.

6.2 - Délai d'exécution

Le délai global d'exécution propre à chaque lot est de 8 semaines.

L'exécution des prestations débute à compter de la date de réunion de lancement en présentiel, qui sera programmée dès la notification du marché.

La date prévisionnelle de début des prestations est début avril 2025.

Le prestataire présentera et suivra un calendrier d'exécution de la mission, à compter de la date de notification du contrat.

Le prestataire disposera des délais d'exécution suivants pour mener à bien les missions :

N°	Missions	Délai d'exécution
1	Etat des lieux de la situation existante et des contraintes réglementaires, financières qui en découlent.	6 semaines à compter de la date de notification du contrat
2	Définition des besoins en termes d'espaces de travail	6 semaines à compter de la date de notification du contrat
3	Identification et comparaison des opportunités pouvant exister et proposition d'une stratégie opérationnelle	8 semaines à compter de la date de notification du contrat

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Ces prix s'entendent pour des prestations exécutées suivant toutes les règles de l'art et en conformité avec les indications et stipulations du marché et aux divers documents qu'il vise le cas échéant.

Les prix sont réputés complets. Ils comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation, ainsi que tous les frais engagés par le titulaire pour l'exécution de la prestation, **y compris les frais de déplacement et de séjour des personnels du titulaire nécessaires à l'exécution des prestations.**

La cession à titre exclusif des droits de propriété intellectuelle est comprise dans le prix du marché.

Les prix concernés seront majorés du montant de la TVA en vigueur au moment du fait générateur.

7.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes et non actualisables.

8 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

9 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

La demande de paiement établie par le titulaire indique le pourcentage d'avancement des prestations. Elle est accompagnée du compte-rendu d'avancement permettant d'établir le constat en vue du paiement. Ce pourcentage, après accord de la CCIAE, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

10.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture,
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries,
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat (**2025/MAPO/04.01 pour le lot 1 / 2025/MAPO/04.02 pour le lot 2**) ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture,
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement,
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux,
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés,
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire,
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération,
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture,
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement,
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R.123-221 du code de commerce.

- **Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13002267600196**

- **Numéro d'engagement juridique : 2025/MAPO/04.01 pour le lot 1 / 2025/MAPO/04.02 pour le lot 2**

10.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

10.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

11 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Le titulaire doit fournir les prestations décrites dans sa proposition conformément aux prescriptions du cahier des charges. La prestation s'effectue selon les règles de l'art de la profession. La proposition ainsi que toute documentation afférente sont rédigées en langue française.

11.1 - Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG-PI, lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de quatre jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

11.2 - Interlocuteur unique de la CCI Alsace Eurométropole

Le prestataire désigne dans son offre le représentant de l'entreprise, « chef de projet », qui sera l'unique interlocuteur de la CCI Alsace Eurométropole, et qui a compétence, qualité et autorité pour assurer l'exécution du marché. Il devra fournir les coordonnées précises (adresse, courriel, téléphone, portable...) après l'attribution du marché.

Dans le cadre de l'exécution du marché, le prestataire s'engage à maintenir l'interlocuteur unique désigné comme « chef de projet » tel qu'indiqué dans le mémoire technique présenté lors de la candidature. Si cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 11.3 ci-dessous.

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

11.3 - Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-PI (dérogation au délai).

Si l'acheteur récusé le remplaçant, le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour proposer un autre remplaçant (dérogation au délai).

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 15 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

11.4 - Engagement du prestataire

Le prestataire retenu s'engage à fournir une prestation conforme aux besoins exprimés par la CCIAE.

Il s'engage à aviser la CCIAE de toute difficulté dans le cadre de sa mission et à prendre toutes les dispositions nécessaires pour que l'exécution du contrat ne soit pas compromise.

Le prestataire retenu a un devoir de conseil, d'informations dans le cadre de la prestation objet dudit marché.

11.5 - Présentation des livrables

Les livrables sont adressés dans les conditions suivantes :
Chaque mission fera l'objet de livrables distincts.

Les livrables sont à réaliser avec la suite Microsoft Office, et à fournir sous format exploitable (Excel, Word, PowerPoint, ...).

Le titulaire devra remettre 1 exemplaire sous format informatique de chaque livrable demandé dans le cadre du présent contrat.

11.6 - Modifications techniques

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications suite à l'acceptation par le pouvoir adjudicateur du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant.

11.7 - Arrêt de l'exécution des prestations

En application de l'article 22 du CCAG-PI le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du contrat, à l'issue de chaque mission du prestataire définie au CCAP.

12 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

- Le titulaire de la présente mission s'engage à mettre en œuvre les mesures nécessaires pour limiter l'empreinte carbone de la mission, conformément à l'évaluation et aux actions proposées dans son offre technique. Il devra veiller à respecter les engagements pris en matière de réduction de l'impact environnemental tout au long de l'exécution des prestations.
Le titulaire reste entièrement responsable de l'exécution des actions liées à la réduction de l'impact carbone, ainsi que du suivi de l'application des engagements pris. En cas de non-respect des engagements environnementaux définis dans l'offre, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer des sanctions contractuelles, conformément aux dispositions du présent CCAP.
Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de vérifier, à tout moment, la mise en œuvre des mesures relatives à l'impact carbone et pourra demander des justificatifs au titulaire pour s'assurer de la conformité aux engagements pris dans l'offre. En cas de non-conformité, le pouvoir adjudicateur pourra demander des ajustements ou imposer des mesures correctives.
- Dans le cadre de l'exécution des prestations relevant du présent marché, lors des échanges avec le pouvoir adjudicateur, le titulaire prend en compte le développement durable. A ce titre, le titulaire :
 - ✓ S'assure de limiter son empreinte carbone. Le prestataire limite, le cas échéant, l'envoi de fichiers volumineux par mails à plusieurs destinataires, l'envoi non-nécessaire de mails et le stockage de versions obsolètes ou dupliquées.
 - ✓ Optimise les documents produits s'ils doivent être amenés à être imprimés. A cet effet, le titulaire privilégie :
 - La lisibilité équivalente en noir et blanc plutôt qu'en couleur,
 - La suppression des aplats de couleur inutiles,
 - L'utilisation de polices de caractère "light" ou écologiques de type ecofont,
 - L'optimisation de la mise en page pour réduire les espaces et donc le nombre de pages
 - L'impression recto/verso,
 - La diffusion ciblée des informations,
 - L'utilisation d'imprimantes partagées au lieu d'imprimantes individuelles,
 - ✓ Les éventuels documents livrables sur supports en papier doivent être imprimés sur du papier recyclé ou éco-labellisé, garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (par ordre de priorité : papier recyclé, papier éco-labellisé ecolabel européen, NF Environnement, Ange bleu ou équivalent, papier certifié issu de forêts gérées durablement labellisé PEFC, FSC ou équivalent, grammage le plus fin possible). En cas de recours à la reprographie, le mode recto - verso et en noir et blanc est privilégié. L'usage de documents papier est limité, et les coûts de reproduction sont inclus dans le forfait global.
- Le pouvoir adjudicateur, invite le titulaire à optimiser le poids des documents produits et de privilégier l'usage de serveurs partagés plutôt que l'envoi de plusieurs versions successives par mails,
- Le titulaire s'engage à limiter ses déplacements en voiture ou à utiliser les moyens de transports en commun lorsque ceci est possible,
- Le titulaire s'engage à exercer son activité en tendant vers la sobriété énergétique.

13 - Constatation de l'exécution des prestations

13.1 - Vérifications

Les vérifications seront effectuées dans un délai de 2 mois à compter de la date de livraison, conformément aux articles 28 et 29 du CCAG-PI.

13.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI.

14 - Modification du contrat

14.1 - Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer la personne publique, par écrit et communiquer un extrait K-bis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

14.2 - Changement de cocontractant en cours d'exécution du marché

Le transfert du marché à une nouvelle entreprise suite à opération de cession de fonds de commerce, de cession d'activités, de fusion-absorption ou de mise en location gérance, ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable de la CCI.

Le titulaire doit, dans les plus brefs délais, en informer la personne publique et produire les documents et renseignements utiles (qui lui seront notifiés), concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

Suite à cette cession, la CCI procédera à la vérification que la société cessionnaire possède les capacités pour reprendre l'exécution des prestations et est en règle au regard de sa situation fiscale et sociale. En vue de cette vérification, la nouvelle entreprise devra produire les documents listés aux articles R 2143-6 à R2143-10 du Code de la commande publique et aux articles D.8222-5 et D.8254-2 (titulaire établi en France) ou D.8222-7 et D. 8254-3 (titulaire établi ou domicilié à l'étranger) du code du travail qui lui seront demandés.

Suite à cette vérification, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire. Si le cessionnaire ne possède pas les capacités pour exécuter le marché, la CCI procédera à la résiliation du marché.

14.3 - Changement en cours d'exécution du marché

Conformément au Chapitre IV de la partie réglementaire du code de la commande publique. La CCI se réserve le droit de modifier le présent contrat.

14.4 - Cas fortuits et force majeure

En cas de retard ou de manquement dans l'exécution de l'une des opérations incombant au titulaire du fait du présent marché, celui-ci ne sera dégagé des conséquences de ces retards ou manquements que dans la mesure où il peut invoquer un cas fortuit ou de force majeure.

Il est précisé que ne sont considérés comme cas fortuit ou cas de force majeure que des actes, situations de droit ou de fait, et plus généralement, toutes circonstances imprévisibles qui échappant au contrôle du titulaire, auraient pour effet de rendre impossible l'exécution de l'une quelconque des obligations du présent marché.

Le titulaire ne pourra invoquer un cas fortuit ou de force majeure que pendant la durée durant laquelle un tel cas pourrait avoir un effet à son égard et que dans la mesure où il prendra toutes les dispositions et décisions permettant de limiter au maximum les conséquences dommageables pour la CCI.

15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

Les résultats intégreront, en tant que de besoin, les connaissances antérieures appartenant au titulaire et nécessaires à l'utilisation des résultats par le pouvoir adjudicateur. Les connaissances antérieures relèveront du régime précisé à l'article 33 du CCAG-PI. Cette disposition vaut *mutatis mutandis* pour les connaissances antérieures appartenant au pouvoir adjudicateur.

16 - Pénalités

16.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,0/1000 de la valeur HT des prestations en retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

16.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

16.3 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non-production ou production incomplète des documents prévus au contrat	Forfaitaire	250,00 €	Sur simple constat, sans mise en demeure préalable
Modification de l'Interlocuteur Unique « Chef de Projet » sans l'accord préalable de la CCI	Forfaitaire	500,00 €	Sur simple constat, sans mise en demeure préalable
Absence du titulaire à une réunion	Forfaitaire	100,00 €	Sur simple constat, sans mise en demeure préalable
Non-respect des engagements environnementaux définis dans l'offre	Forfaitaire	250,00 €	Sur simple constat, après mise en demeure préalable
Non-respect d'obligations contractuelles non couvertes par une autre pénalité	Forfaitaire	50,00 €	Sur simple constat, sans mise en demeure préalable

17 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

18 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent marché.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

Conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, une procédure de réexamen du présent marché pourra être menée dans les hypothèses suivantes :

- Les parties pourront convenir de réexaminer la nature et/ou l'étendue des prestations, ainsi que le délai ou les dates potentielles d'exécution, en cas de survenance, en cours d'exécution du marché, d'événements relevant d'aléas ou de difficultés matérielles ou temporelles, lorsque ces ajustements sont nécessaires au parfait achèvement des prestations.
- Si, au cours de l'étude, des éléments nouveaux ou imprévus nécessitent une révision du périmètre de l'étude, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander un réexamen du périmètre. Ce réexamen pourra entraîner une adaptation du planning, du budget ou des méthodes utilisées. Toute modification sera formalisée par un avenant au contrat, et sur la base des prix indiqués dans le cadre du devis détaillé.
- Après la remise des rapports intermédiaires ou des analyses préliminaires, le pouvoir adjudicateur pourra proposer des ajustements ou des orientations nouvelles, en fonction des éléments fournis. Le prestataire devra prendre en compte ces ajustements et ajuster son travail en conséquence. Toute modification substantielle de l'étude nécessitera un réexamen et pourra être formalisée par un avenant, et sur la base des prix indiqués dans le cadre du devis détaillé.
- Possibilité de réexaminer les conditions financières, notamment dans les cas suivants :
 - ❖ en cas de modification de l'environnement économique portant atteinte à l'économie générale du marché ou à son équilibre financier,
 - ❖ en cas d'événements extérieurs [aux parties] perturbant durablement ou sensiblement le service ou l'organisation du service,
 - ❖ si des modifications ou évolutions de la législation, de la réglementation ou de tout autre texte externe s'imposant de droit au pouvoir adjudicateur, entraînent des variations de charges ou la création de charges nouvelles, non prévisibles, mesurables ou en vigueur au moment de la signature du présent marché.

Les conditions financières seront ainsi réexaminées par les parties à l'initiative de la plus diligente d'entre elles et pendant toute la durée de son exécution,

Toute modification décidée ou acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen des conditions financières fera l'objet d'un avenant au présent marché.

19 - Résiliation du contrat

19.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

20 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Strasbourg est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

21 - Dérogations

- ✚ L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- ✚ L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 3.1.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- ✚ L'article 11.3 du CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- ✚ L'article 15 du CCAP déroge à l'article 35 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- ✚ L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- ✚ L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- ✚ L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- ✚ L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Prestations Intellectuelles